

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées
SK/37

ARRÊTÉ

du - 5 FEV. 2019 portant mise en demeure à la société ESSITY OPÉRATIONS France de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2006-53-4 du 22 février 2006 réglementant ses installations sises à Kunheim

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L171-8,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006-53-4 du 22 février 2006 autorisant au titre du code de l'environnement, la société Georgia Pacific France à poursuivre, étendre et régulariser ses installations de fabrication de papiers sur le site de Kunheim,
- VU** la lettre préfectorale du 17 janvier 2013 actant qu'à compter du 1^{er} janvier 2013, la nouvelle dénomination de la société Georgia Pacific France est SCA Tissue France,
- VU** le courrier du 20 décembre 2018 de la société SCA Tissue France informant du changement de dénomination sociale, la nouvelle dénomination à compter du 1^{er} janvier 2018 étant Essity Opérations France,
- VU** le rapport du 19 novembre 2018 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées suite à la visite du 17 octobre 2018,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 22 février 2006 susvisé – article 16.2 – sécurité incendie prescrit que *« les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens mobiles mis en œuvre par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel. Ces ressources comprennent :*

- 16 poteaux incendie normalisés, répartis sur le site, alimentés par 1 puits de pompage dans la nappe. Ce réseau est secouru par le réseau d'adduction publique,*
- une réserve d'eau (étang situé à l'intérieur du site) aménagée et équipée pour permettre un accès et une mise en œuvre aisée des moyens des services de secours »,*

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 17 octobre 2018 l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les débits,

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté que la réserve d'eau constituée par l'étang n'est pas accessible et ne dispose pas d'un aménagement permettant l'accès aisé des services de secours,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'infraction des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1er :

La société Essity Opérations France sise 11 route industrielle à 68320 Kunheim est mise en demeure de respecter dans un délai de **2 mois à compter de la notification de cet arrêté**, les dispositions de l'article 16.2 relatives à la sécurité incendie de l'arrêté préfectoral n°2006-53-4 du 22 février 2006, reprises ci-dessous :

« Article 16.2 – les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens mobiles mis en œuvre par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel. Ces ressources comprennent :

- 16 poteaux incendie normalisés, répartis sur le site, alimentés par 1 puits de pompage dans la nappe. Ce réseau est secouru par le réseau d'adduction publique.
- une réserve d'eau (étang situé à l'intérieur du site) aménagée et équipée pour permettre un accès et une mise en œuvre aisée des moyens des services de secours »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le - 5 FEV. 2019

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Christophe MARX

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.